

Sandrine Rousseau : un C.V.



Nantie d'une solide formation universitaire, Sandrine Rousseau a su mettre ses compétences au sein d'institutions d'excellence au service de partenariats fructueux. Forte de cette expérience, Sandrine Rousseau souhaite aujourd'hui mettre son pragmatisme, et ses capacités de gouvernance, au profit de l'écosystème France. Elle pense avoir toutes les aptitudes pour candidater en tant qu'écologiste à la présidentielle de 2022.

1972 – naît à Maisons-Alfort.

1995 – poursuit ses études d'économie à Lille après avoir étudié à Poitiers.

1998 – adhérente du mouvement de jeunesse écolo indépendant *Chiche !*, elle en défend l'affiliation au parti « Les Verts » quand Dominique Voynet devient ministre du gouvernement de Lionel Jospin.

1999 – déserte l'occupation de Science Po Lille par les sans-papiers.

2002 – thèse de doctorat intitulée « Économie et environnement, une analyse régulationniste de la rente environnementale », Lille.

2008 – élue vice-présidente de l'Université des Sciences et Technologies Lille 1.

2010 – élue vice-présidente (EELV) du Conseil régional Nord-Pas de Calais à l'enseignement supérieur et la recherche ; « renforcera » tout au long de son mandat, comme ses prédécesseurs et ses successeurs, « l'enseignement supérieur et la recherche dans notre région, [pour] en faire un atout, un levier de transformation et d'attractivité. »

2011 – soutient l'Institut National de Recherche en Informatique et Automatique (INRIA) qui configure la « ville intelligente » et « l'usine du futur » alors que la métropole lilloise déploie sa carte de transports RFID « Pass-Pass ».

2012 – soutient le projet de fusion des universités et l'Initiative d'Excellence (IDEX). C'est un échec.

2012 – propose à l'entreprise PSA la création d'un « cluster » de R&D sur « l'écomobilité » et la « voiture électrique ».

2012 – candidate aux législatives à Valenciennes, obtient 16,71 % des suffrages.

2013 – soutient les coopérations d'excellence textile « entre chercheurs et entrepreneurs » comme celle d'une « dalle intelligente » appliquée à la « domotique » et aux « serious games ».

2013 – estimant que « Rifkin est un catalyseur ! », finance avec les représentants du patronat cet « espoir pour la région » que représente la « Troisième révolution industrielle » proposée par le techno-prophète Jeremy Rifkin.

2014 – finance l’installation du Commissariat à l’énergie atomique (CEA Tech) dans le Pôle de compétitivité Euratechnologies : « Le but est de simplifier le passage entre le monde de la recherche fondamentale et celui de l’industrie. De l’accompagner sur l’exploitation de brevets...D’entrer dans la cour des régions respectées pour la masse de leurs chercheurs. »

2014 – tête de liste EELV à l’élection municipale de Villeneuve d’Ascq, emporte 9,94 % des suffrages et ne peut accéder au second tour.

2015 – nouvelle candidature régionale au projet IDEX : « cette candidature est indispensable pour le Nord-Pas de Calais : elle doit permettre d’obtenir une dotation financière pour la région de l’ordre de 15 millions d’euros annuels pendant 10 ans qui lui permettrait de tenir le rang dans la compétition scientifique et économique internationale. Nous avons assisté à une vraie union des milieux scientifique, politique et économique sur ce dossier ambitieux pour notre région. »

2015 – finance l’Institut d’Electronique, de Micro-électronique et de Nanotechnologies (IEMN) pour favoriser « les échanges et la capitalisation scientifique et technique des connaissances développées par les équipes de l’IEMN et celles de ses partenaires équipementiers. »

2015 – tête de liste EELV à l’élection du Conseil régional, obtient le score humiliant de 4,83 % au premier tour. Le Conseil régional passe à droite, au profit de Xavier Bertrand.

2015 – déserte le procès des militants anti-pub lillois.

2017 – quitte le parti EELV après sa plainte déposée contre l’ingénieur centralien et « écologiste » Denis Baupin pour harcèlement et agressions sexuelles.

2018 – candidate à la direction de Science Po Lille pour y défendre une « recherche d’excellence », avec des valeurs reposant « sur le tryptique curiosité, pluridisciplinarité, excellence », sur un site « d’excellence environnementale », et dans l’esprit de son fondateur qui voulait « créer une formation d’excellence pour une élite ».

2018 – déserte la mobilisation associative contre la bétonisation de la friche Saint-Sauveur à Lille.

2018 – déserte les mouvements de contestation du logiciel « Parcoursup ».

2019 – candidate à la direction de l’Institut Régional d’Administration (IRA) de Lille.

2019 – se déclare « sorcière » tout en siégeant dans une Université scientifique d’excellence.

2020 – ré-adhère au parti EELV pour présenter sa candidature à la primaire écologiste.

2021 – vote au conseil d’administration de l’université de Lille le nouveau projet de fusion intitulé « Établissement Public expérimental » malgré le refus à 90 % des étudiants et personnels.

2021 – victime d’une « bousculade violente » par Eric Piolle, l’ingénieur-maire de Grenoble candidat à la primaire écologiste – quoique les images démentent cette version.

2021 – les médias, de *Reporterre* au *Monde*, la présentent comme la candidate de l’« écologie radicale » à la présidentielle 2022 – quoique tout son C.V. démente cette version.